



NOUS RESPECTERONS LE DROIT INTERNATIONAL ET GARANTIRONS LA JUSTICE

« Les buts et principes de la Charte et du droit international restent intemporels, universels et constituent un fondement indispensable pour un monde plus pacifique, plus prospère et plus juste. Nous respecterons les accords internationaux que nous avons conclus et les engagements que nous avons pris. Nous continuerons à promouvoir le respect de la démocratie et des droits de l'homme et à renforcer la gouvernance démocratique et l'État de droit en consolidant une gouvernance transparente et responsable et des institutions judiciaires indépendantes ».

Assemblée générale des Nations unies, « [Déclaration UN75](#) », septembre 2020, A/RES/75/1.

« Si les pays les plus puissants peuvent violer les droits de l'homme, qu'est-ce que cela signifie pour les autres États pour ce qu'ils peuvent et ne peuvent pas faire »?

Université d'Essex Model UN, Royaume-Uni, 16-30 ans, étudiants, principalement des hommes.

DONNÉES SUR CET ENGAGEMENT

Les dialogues de l'ONU75



Enquête UN75



Aperçu de la recherche



Nous organisons les données pertinentes de l'ONU75 recueillies tout au long de l'année 2020 en fonction des [12 engagements de la Déclaration de l'ONU75](#). Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

DES DIALOGUES DE L'ONU75¹

OÙ NOUS EN SOMMES AUJOURD'HUI

Les participants de toutes les régions et de tous les groupes d'âge ont exprimé leurs préoccupations quant aux risques nouveaux et accrus qui se profilent dans le monde entier en matière de gouvernance démocratique et de multilatéralisme. Ils ont évoqué le nombre croissant de dirigeants nationalistes et antidémocratiques qui menacent les droits de l'homme, sapent le multilatéralisme et entravent les progrès vers la paix et la sécurité mondiales, notamment en légitimant les régimes autoritaires existants. Les participants d'Asie centrale, orientale et du Sud-Est ont fait observer que ces formes de radicalisme et d'isolationnisme constituent une menace pour la coopération et les relations pacifiques entre les pays, et posent des problèmes pour la promotion du commerce mondial et la création d'une économie mondiale véritablement ouverte.

« COVID-19 a eu un impact notoire sur le respect des normes des droits de l'homme et les violations des droits de l'homme sont devenues plus fréquentes ».

Dialogue organisé par le Bureau des Nations unies à Bakou, en Azerbaïdjan, pour les 16-30 ans, avec des professions et des sexes mixtes.

De nombreux participants, notamment d'Asie, ont souligné le manque de réglementation et de contrôle de la transformation numérique qui menace la gouvernance démocratique et aggrave les violations des droits de l'homme et les inégalités. **Ils ont évoqué la manière dont les développements technologiques risquent de permettre la désinformation et la désinformation systémiques, d'accroître les pouvoirs de surveillance des gouvernements et de renforcer les inégalités et les vulnérabilités existantes.**

La corruption et les politiques fiscales inéquitables sont largement considérées comme un obstacle au développement.

Les participants d'Afrique subsaharienne, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Afrique du Nord et d'Asie occidentale ont cité la corruption gouvernementale comme l'une des causes les plus fréquentes de préoccupation quant à la capacité de la communauté internationale à parvenir à un développement durable et à s'améliorer d'ici 2045. L'inégalité des richesses et des actifs s'est accrue en raison des flux financiers illicites et des politiques fiscales inéquitables, ce qui a entraîné un sous-investissement systémique dans les systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale, et semé la méfiance à l'égard des gouvernements et des institutions.

« Les régimes fiscaux inéquitables et les flux financiers illicites provenant de la corruption et de l'évasion fiscale sont des moteurs virulents de griefs politiques, tout en limitant les ressources disponibles pour soutenir l'égalité des chances et de meilleurs résultats pour les pauvres ».

Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, USA, avec des âges et des professions mixtes, principalement des femmes.

Les écarts généralisés dans la jouissance des droits de l'homme ont été exacerbés par COVID-19. De nombreuses personnes interrogées en Afrique du Nord, en Asie occidentale, en Asie centrale et en Asie du Sud ont indiqué que la liberté d'expression continue d'être étouffée dans de nombreux pays, où les journalistes font les frais de lois répressives et de campagnes de harcèlement. Les participants ont noté que COVID-19 a exacerbé les menaces contre les droits de l'homme, offrant à de nombreux gouvernements une excuse pour restreindre les libertés civiles et politiques au nom d'une surveillance et de réponses de santé publique étendues. La crise sanitaire elle-même a eu un impact négatif sur

1. Ce rapport contient un résumé de l'analyse de 1 141 résumés de dialogue de l'ONU75 reçus de 94 pays entre le 2 janvier et le 7 novembre 2020. Les résumés des dialogues ont été analysés en partenariat avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

la réalisation d'autres droits fondamentaux, notamment les droits à l'alimentation, à la santé, à l'éducation et au travail.

« Nous devons encourager une culture de coexistence pacifique, dire non à la violence, au racisme, à la xénophobie et au radicalisme ».

Dialogue organisé par MANUA, Afghanistan, avec des personnes d'âges et de sexes différents, des techniciens.

OÙ NOUS VOULONS ÊTRE

Exploiter la technologie numérique pour soutenir l'État de droit et la démocratie.

Certains participants souhaitent voir un avenir où la technologie numérique est exploitée par les gouvernements pour protéger les droits de l'homme et renforcer l'État de droit, par exemple en utilisant les outils numériques pour soutenir l'administration de la justice dans les régions éloignées ou faciliter la soumission de plaintes concernant les violations des droits de l'homme.

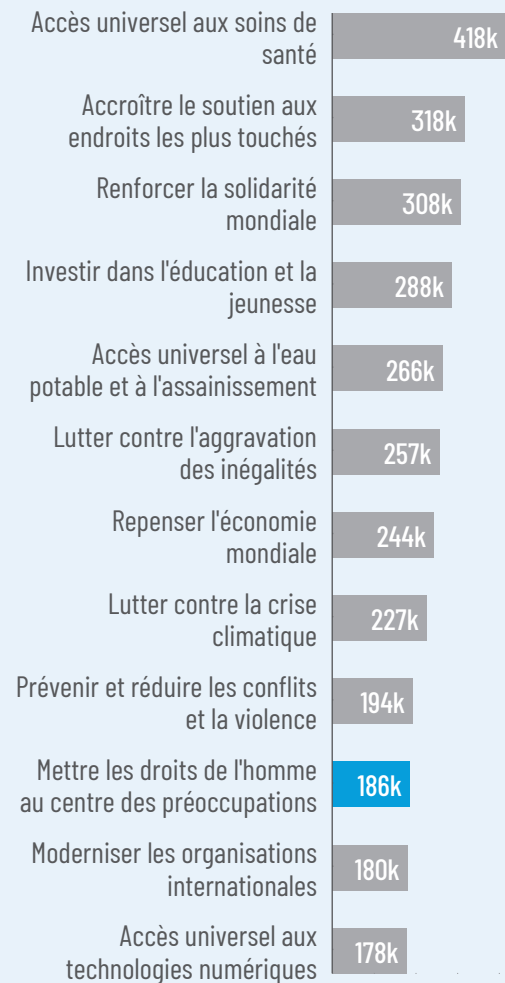
Un monde de justice sociale et de respect des droits de l'homme.

Les participants du monde entier veulent vivre dans des sociétés justes, exemptes de discrimination et de racisme, où les droits de l'homme sont protégés et où l'ONU se voit conférer des pouvoirs accrus pour traiter les violations et les abus au niveau national. Les dialogues menés par les étudiants ont permis d'envisager un avenir de plus grande justice sociale et de plus grande solidarité en 2045, grâce à un mélange de responsabilité individuelle, d'engagement civique fort, de participation électorale des jeunes, de politiques plus équitables et de responsabilité accrue des gouvernements.

Un monde sans corruption, sans flux financiers illicites et sans évasion fiscale.

Les participants de nombreux pays à faible et moyen revenu ont souligné l'importance d'un avenir où la corruption au sein des gouvernements a été éradiquée, où il existe un cadre de responsabilité solide pour

UN75 Enquête sur les priorités immédiates pour se remettre de la pandémie : Faire des droits de l'homme une priorité à court terme pour plus de 185 000 personnes interrogées



Question de l'enquête UN75 : Que devrait faire la Commission internationale la communauté a-t-elle des priorités pour mieux se remettre de la pandémie ? Base : 1 133 501 (tous les répondants à partir du 22 avril, date à laquelle cette question a été ajoutée). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

les flux financiers illicites et l'évasion fiscale internationale. Un certain nombre de dialogues souhaiteraient voir un nouveau pacte fiscal pour une imposition économique progressive, et l'utilisation de la politique fiscale pour rééquilibrer des décennies de sous-investissements dans les systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale.

COMMENT Y PARVENIR

Gouvernance démocratique, État de droit et démocratie

Encourager l'engagement civique et la participation démocratique. Les élèves du monde entier ont demandé au secrétaire général et aux gouvernements de plaider en faveur de l'engagement civique et du vote comme piliers démocratiques clés grâce auxquels les citoyens peuvent apporter des changements concrets.

Renforcer le droit et les traités internationaux

Mettre à jour le droit international pour tenir compte des nouveaux défis. Les participants aux dialogues organisés dans le monde entier ont appelé les gouvernements à revoir les traités obsolètes afin de s'assurer qu'ils répondent de manière adéquate aux nouveaux défis, notamment les armes autonomes mortelles, l'intelligence artificielle, la résistance aux antimicrobiens, la protection de l'espace, la désinformation et la mauvaise information dans les médias sociaux, la biotechnologie, la collecte et l'utilisation des données.

Les participants ont appelé les États membres des Nations unies à accroître leurs ambitions dans le cadre de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et de l'accord de Paris, notamment en renforçant ce dernier par l'établissement d'obligations plus contraignantes.

Les participants à de nombreux dialogues ont encouragé les gouvernements à envisager la mise à jour de la Charte des Nations unies afin qu'elle reflète mieux les défis mondiaux du XXI^e siècle, en mettant l'accent sur la crise climatique. Ils ont demandé au Secrétaire général de pousser avec force les gouvernements à remplir leurs obligations internationales actuelles.

Droits de l'homme et justice sociale

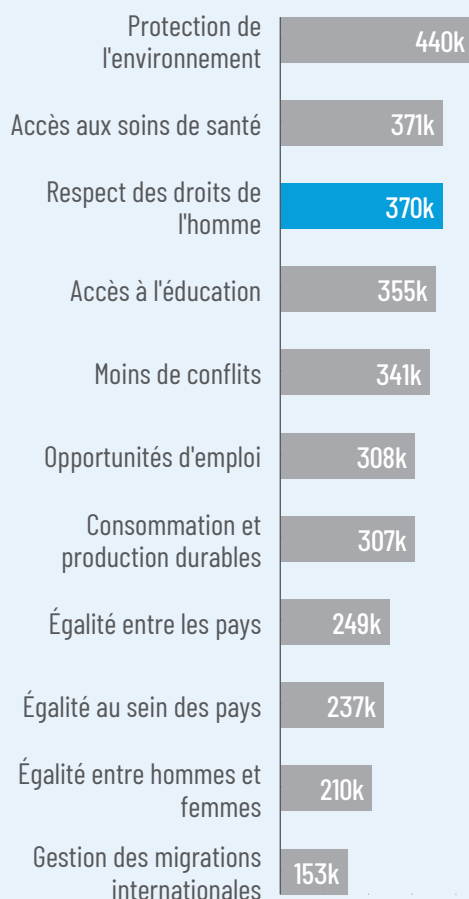
Renforcer les efforts de réconciliation et de décolonisation. Les participants ont appelé les gouvernements et le Secrétaire général à s'attaquer aux structures de pouvoir qui continuent à empêcher l'autodétermination et la décolonisation complète. Ils ont proposé d'accroître les investissements et la promotion des travaux de réconciliation et de mettre en place des mécanismes de réparation adéquats pour les populations touchées.

Des groupes communautaires en Bolivie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, entre autres, ont demandé aux gouvernements et aux Nations unies d'élargir l'accès aux services de base dans les communautés indigènes, tout en respectant les pratiques et les modes de vie traditionnels, par exemple en donnant la priorité à l'assistance technique aux artisans et aux agriculteurs locaux au lieu de se concentrer simplement sur des programmes de transfert d'argent et de subventions.

Les participants ont souligné, en tant que priorité en matière de justice, la nécessité de défendre les droits de l'homme et les intérêts des peuples autochtones, y compris la protection et la promotion des connaissances indigènes et traditionnelles.

Renforcer les instruments relatifs aux droits de l'homme. Un certain nombre de participants ont suggéré que les gouvernements actualisent et renforcent les instruments des droits de l'homme afin de mieux aborder des sujets tels que le racisme systémique, la responsabilité des entreprises pour les violations des droits de l'homme et la protection des pratiques et des visions du monde autochtones. Les gouvernements pourraient renforcer les pouvoirs du Conseil des droits de l'homme afin d'assurer le respect de ces instruments.

UN75 Survey Long-term Priorities: More respect for human rights ranked third among respondents long-term priorities



Question de l'enquête UN75 : A plus long terme, si vous vous imaginez le monde que vous voulez dans 25 ans, quelles sont les trois choses que vous souhaiteriez le plus voir ? La base : 1 220 848 (tous les répondants). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

Garantir l'égalité des droits pour les femmes et les personnes LGBTQI+. De nombreux participants ont exhorté les gouvernements nationaux à garantir l'égalité des droits pour les femmes et les personnes LGBTQI+, en réduisant l'écart de rémunération entre les sexes, en s'attaquant à la violence domestique et en interdisant toute forme de harcèlement et de discrimination.

Corruption et politique fiscale

Lutte contre les flux de capitaux illicites, la corruption et la fraude fiscale. Les participants du monde entier ont demandé au secrétaire général de plaider en faveur d'une action internationale plus énergique contre la corruption, les flux de capitaux illicites et la fraude fiscale internationale. Les participants à plusieurs dialogues ont souligné la nécessité pour les gouvernements d'assurer la transparence mondiale des actifs offshore afin de prévenir l'évasion fiscale et l'accélération des mesures relatives à la propriété des bénéficiaires. Ils ont demandé aux gouvernements d'adopter des politiques anticorruption fortes.

Les gouvernements devraient s'entendre sur une réponse multilatérale aux flux de capitaux illicites et à l'évasion fiscale et combler les lacunes juridiques qui les rendent possibles.

Les participants d'Amérique du Nord ont appelé les gouvernements nationaux à envisager des politiques de lutte contre l'évasion fiscale ou les obligations fiscales injustes, telles que :

- Les impôts sur la fortune temporaires ou à but spécifique, tels que les impôts de solidarité pour la récupération post-COVID-19.
- Une fiscalité des entreprises équitable qui évite les transferts de bénéfices et l'évasion fiscale, notamment en publiant/réduisant les exonérations fiscales, en étudiant la possibilité de retenir des impôts sur le chiffre d'affaires, ainsi qu'en refusant l'aide de l'État aux entreprises utilisant des paradis fiscaux.
- Surtaxes sur les secteurs qui réalisent des profits excessifs, y compris les taxes numériques.
- De nouvelles normes sur les processus budgétaires pour étudier l'impact des inégalités sur la base de données probantes, notamment par une plus grande inclusion des groupes marginalisés dans les processus participatifs d'établissement des budgets.

APERÇU DE LA RECHERCHE²

Publications universitaires

- Boon K. E. 2016 [“United Nations as Good Samaritan: Immunity and Responsibility”](#) Chicago Journal of International Law.
- Cambou D. 2019 [“The UNDRIP and the legal significance of the right of indigenous peoples to self-determination: a human rights approach with a multidimensional perspective”](#) The International Journal of Human Rights.
- Carraro, V. 2019 [“Promoting Compliance with Human Rights: The Performance of the United Nations’ Universal Periodic Review and Treaty Bodies”](#) International Studies Quarterly.
- Dai, R. 2019. [“2020评估”：联合国人权条约机构体系的未来走向](#) Chinese Review of International Law.
- Deplano R. 2020 [“The parliament of the world? Reflections on the proposal to establish a United Nations Parliamentary Assembly”](#) Leiden Journal of International Law.
- Droubi S. 2017 [“The Role of the United Nations in the Formation of Customary International Law”](#) International Community Law Review.
- Egan, S. 2020 [“Transforming the UN Human Rights Treaty System: A Realistic Appraisal”](#) Human Rights Quarterly.
- Fassbender B. 2018 [“What’s in a Name: The International Rule of Law and the United Nations Charter”](#) The Chinese Journal of International Law.
- Fernández Arribas, G. 2020 [“Rethinking International Institutionalisation through Treaty Organs”](#) International Organisations Law Review.
- Fraser, J. 2019 [“Challenging State-centricity and legalism: promoting the role of social institutions in the domestic implementation of international human rights law”](#) International Journal of Human Rights.
- Freedman R. and Nicholas Lemay-Hébert 2019 [“The Security Council in practice: Haiti, cholera, and the elected members of the United Nations Security Council”](#) Leiden Journal of International Law.
- Freedman, R. & Houghton, R. 2017 [“Two Steps Forward, One Step Back: Politicisation of the Human Rights Council”](#) Human Rights Law Review.
- Hunt, C. 2019 [“Analyzing the Co-Evolution of the Responsibility to Protect and the Protection of Civilians in UN Peace Operations”](#) International Peacekeeping.
- Jayakody N. 2018 [“Refining United Nations Security Council Targeted Sanctions ‘Proportionality’ as a Way Forward for Human Rights Protection”](#) Security and Human Rights.
- Lattimer, M. & Sands, P. (eds) 2018 [The Grey Zone: Civilian Protection Between Human Rights and the Laws of War.](#)
- Luck, E. 2019 [“Could a United Nations Code of Conduct Help Curb Atrocities? A Response to Bolarinwa Adediran”](#) Ethics & International Affairs.
- Meron, T. 2018 [“Closing the Accountability Gap: Concrete Steps Toward Ending Impunity for Atrocity Crimes”](#) American Journal of International Law.

2. Cet aperçu de la recherche comprend une sélection des publications les plus citées dans le cadre de la cartographie générale de la recherche universitaire et politique de l'ONU75 axée sur le multilatéralisme, les Nations unies et les domaines de travail de l'ONU, couvrant les six langues officielles de l'ONU. La cartographie de la recherche a été réalisée en collaboration avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

- Pijnenburg, A. 2020 "[Containment Instead of Refoulement: Shifting State Responsibility in the Age of Cooperative Migration Control?](#)" Human Rights Law Review.
- Roberts, A. 2017 [Is International Law International?](#).
- Schrijver, N. 2020 "[A new Convention on the human right to development: Putting the cart before the horse?](#)" Netherlands Quarterly of Human Rights.
- Trahan J. 2020 [Existing Legal Limits to Security Council Veto Power in the Face of Atrocity Crimes](#), Cambridge University Press.

Recherche et rapports sur les politiques

- Commonwealth Secretariat & Universal Rights Group 2018 [The global human rights implementation agenda: the role of national parliaments](#).
- Ebo, A. & Hänggi, H. (eds) 2020 [The United Nations and Security Sector Reform](#).
- García-Sayán, D. 2020 [Report of the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers](#), United Nations.
- International Development Law Organization 2020 [Policy Brief: Rule of Law and COVID-19](#).
- Kofi Annan Commission on Elections and Democracy in the Digital Age 2020 [Protecting Electoral Integrity in the Digital Age](#).
- Security Council Report 2019 [The Rule of Law: Retreat from Accountability](#).
- United Nations Development Programme 2016 [A Transparent and Accountable Judiciary to Deliver Justice for All](#).

Commentaires et articles d'opinion

- Adams, S. 2020 "[Rohingya Symposium: The UN Security Council, the Rohingya Genocide and the Future of International Justice](#)" OpinioJuris.
- Achiume E. T. 2020 "[Black Lives Matter and the UN Human Rights System: Reflections on the Human Rights Council Urgent Debate](#)" EJILTalk!
- Herrera M. C. 2020 "[Is the UN Violating International Labor Standards](#)" EJILTalk!
- Trahan, J. 2020 "[UNSC Veto Power Symposium: New Perspective for Tackling a Core Challenge to the UN System on the 75th Anniversary of the United Nations](#)" OpinioJuris.
- Wintour, P. 2020 "[What is the future of the UN in the age of impunity?](#)" The Guardian.